



Monsieur Jos CHABERT
Ministre de l'Economie, des Finances, du
Budget et des Relations extérieures du
Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale

Avenue Louise, 54
1050 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.205R/II/PN
FD/GD

Monsieur le Ministre,

En sa séance du 15 janvier 1998 la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à une plainte dirigée contre le fait qu'un particulier néerlandophone de Jette a reçu un avertissement-extrait de rôle 1996 bilingue.

La copie de l'avertissement-extrait de rôle, envoyée en annexe à la plainte, est entièrement bilingue, à l'exception de l'adresse du contribuable qui est rédigée en néerlandais.

L'Administration des Finances du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale est un service centralisé du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, au sens de l'article 32, § 1er, 1er alinéa, de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles (Cf. l'avis 27.078/II/PN du 23 octobre 1995).

Conformément à la jurisprudence constante de la CPCL, un avertissement-extrait de rôle constitue un rapport avec un particulier.

En vertu de l'article 41, § 1er, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), auquel renvoie l'article 32 de la loi précitée du 16 juin 1989, les services du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont le champ d'activité s'étend à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, utilisent dans leurs rapports avec les particuliers la langue dont ces particuliers ont fait usage, soit le néerlandais, soit le français.

Un avertissement-extrait de rôle, émanant du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et adressé à un néerlandophone, dont l'appartenance linguistique est connue à l'administration, aurait, par conséquent, dû être établi en néerlandais.

La CPCL estime, dès lors, que la plainte est recevable et fondée.

Une copie du présent avis est notifiée à monsieur Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au plaignant.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS